



Communiqué de presse CGT, CFDT, FSU, UNSA de l'Oise

Creil, le 20 avril 2010

L'insuffisance de réponses apportées aux exigences des salariés après l'importante mobilisation du 23 mars appelle à la continuité et à l'amplification du rapport de forces sur les questions de l'emploi, du pouvoir d'achat et des retraites.

Donner la priorité à l'emploi

Le département de l'Oise connaît une explosion du nombre de chômeurs sans précédent (9.4% de la population active ce qui situe l'Oise au dessus de la moyenne nationale). Les destructions d'emplois par milliers, le recours au chômage partiel ont des conséquences dramatiques pour les salariés et leur famille, pour l'économie locale et les services publics.

Les suppressions d'emplois publics ainsi que les réorganisations forcées décidées dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) provoquent une dégradation des conditions de travail et des difficultés grandissantes pour assurer les missions de service public au service de tous.

Il faut stopper cette politique aveugle de suppressions d'emploi et de recours aux emplois précaires par des mesures fortes privilégiant l'emploi stable et les investissements dans les emplois futurs. Des mesures doivent notamment favoriser l'accès à l'emploi, en particulier pour les jeunes et les demandeurs d'emploi en fin de droits d'indemnisation doivent bénéficier d'un accompagnement renforcé pour leur permettre de retrouver un emploi avec un revenu garanti.

Améliorer les salaires et le pouvoir d'achat, réduire les inégalités

Le dogme du travailler plus pour gagner plus a fait long feu.

Alors que les profits réalisés depuis début 2010 atteignent les records historiques de 1998, la pression sur les salaires ne cesse de paupériser le salariat dans son ensemble.

Le chômage partiel est utilisé par le patronat comme un outil de gestion : il s'en sert de levier pour agir sur la variable d'ajustement que sont les salaires pour satisfaire les exigences des actionnaires. Cette situation pèse de plus en plus sur le pouvoir d'achat des ménages, les enfonçant chaque jour un peu plus dans les difficultés. Dans la fonction publique, l'état employeur refuse des négociations globales sur la revalorisation du point d'indice et des carrières de tous ainsi que sur la question des bas salaires.

Pour les retraités, les quelques mesurées (+ 0,9% pour les retraites en dépit d'une inflation estimée à 1,2%, revalorisation du minimum vieillesse de 677 à 708€ par mois) ne font pas illusion.

Dans les branches, les entreprises, la fonction publique, les négociations salariales doivent assurer le maintien et la progression du pouvoir d'achat et la réduction des inégalités.

Les mesures sociales pour faire face à la crise doivent être financées par la suppression du bouclier fiscal, la suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires et la création d'une tranche d'impôt supplémentaire pour les hauts revenus

L'avenir des retraites : un choix de société

Emploi, conditions de travail, niveau de salaire, ont des conséquences directes sur les équilibres des régimes de retraite et sur le niveau des pensions.

Ni l'agenda, ni les bases de départ de discussion proposées aujourd'hui ne sont susceptibles de répondre aux besoins de consolider les droits et le système de retraites par répartition.

Les seuls éléments de la réforme proposée restent le recul de l'âge légal de départ à la retraite et l'allongement de la durée de cotisation dans un cadre budgétaire constant : ceci n'est pas acceptable.

Les organisations syndicales affirment leur volonté d'agir pour que le débat sur les retraites prenne en compte l'ensemble des questions tant au niveau du privé que du public, notamment la question des années d'études, de chômage et de précarité, les questions du niveau des pensions, de l'emploi, du financement, de la pénibilité, de la réduction des inégalités, du maintien du code des pensions.

Les organisations syndicales sont attachées au maintien et la pérennité du système par répartition fondé sur la solidarité intergénérationnelle et n'accepteront pas un passage en force.

Emploi, conditions de travail, pouvoir d'achat, avenir des retraites sont au coeur des préoccupations des salariés du public et du privé. Sur toutes ces questions, les organisations syndicales de l'Oise CGT, CFDT, FSU et UNSA appellent l'ensemble des salariés, chômeurs, retraités dans le prolongement du 23 mars et des mobilisations en cours, à participer massivement à la manifestation interprofessionnelle unitaire dans le département le **SAMEDI 1^{er} MAI**.

**Pour un grand 1er mai unitaire
Tous mobilisés
Manifestation départementale à CHANTILLY
RASSEMBLEMENT 10H30 gare SNCF**